

4 CHANTIERS POUR CHANGER NOS VIES ET LA SOCIÉTÉ

Saluds de jeunes qui veulent changer la vie en éradiquant la précarité

Le libéralisme autoritaire

En France, en Europe, dans le monde, la précarité généralisée grandit. Nous, les jeunes, sommes parmi les premières victimes du capitalisme mondialisé et de son projet politique libéral autoritaire. Nos accès aux savoirs sont réduits à des socles de connaissance au rabais, les contrats bidons constituent des freins à notre émancipation, la porte de la démocratie nous est fermée, un logement pour soi est une illusion, nous sommes formatés pour devenir de bons soldats de la concurrence libre et non-faussée.

Les libéraux veulent gagner la bataille dans les esprits en imposant la précarité comme une fatalité, à une majorité de la population. Le diktat de la Banque mondiale, du Fond monétaire international, de l'Organisation mondiale du commerce, de la Banque centrale européenne, du gouvernement UMP et du Medef placent la valeur du Capital comme priorité au lieu de la valeur du Travail. La classe dominante continue d'opposer les dominés entre eux pour casser la convergence de leurs intérêts, de leur libération.

Pour elle, tout dans la vie des êtres humains doit être marchandise, tout doit être source de profits, de rentabilité financière même les Services publics, un des garants de l'égalité d'accès aux droits fondamentaux. Plutôt que de participer au progrès social de nos voisins d'Europe et du monde, les grands groupes mettent en concurrence territoires et population tout en délaissant les travailleurs de France. La menace d'être au chômage, de voir son savoir-faire délocalisé et la nécessité de pourvoir à nos besoins nous poussent à accepter n'importe quel travail, peu importe le type de contrat. La précarité s'immisce à tous les niveaux de l'Ecole jusque dans notre intimité. Nous sommes conditionnés à nous taire.

Face à cela, des jeunes, des salariés tentent de changer cette mauvaise donne, ne plus subir en silence. Nous sommes en attente de changements politiques qui fracturent l'ultralibéralisme. Malgré les coups, nous créons de petites et de grandes victoires qui font vivre l'espoir. Nous avons envie de changement, de justice sociale, économique et environnementale, de politique en rupture avec l'ultralibéralisme.

La liberté par l'égalité des droits partout et pour tous

Être autonome, pouvoir construire sa vie, faire des projets d'avenir, doit être un droit ! Il faut sécuriser notre futur, casser cette machine ultralibérale, donner la liberté à toutes et tous de faire nos propres choix, de grandir et de nous épanouir. Il ne s'agit pas d'égalité des chances mais d'égalité des droits partout et pour tous, de nouveaux droits pour les jeunes.

Engageons la lutte pour l'ouverture d'une nouvelle branche de la Sécurité Sociale, pour assurer une triple mission :

- Permettre à tous d'étudier dans de bonnes conditions (dans le cadre familial avec une hausse des plafonds et des montants des bourses sur critères sociaux ; dans le cadre de l'autonomie avec une augmentation des montants et du nombre d'allocations d'études)
- Permettre de faciliter la recherche du premier emploi par l'attribution d'une allocation
- Permettre le retour à la formation pour tous dans le cadre d'un « Système d'Emploi et de Formation » qui garantira le maintien des revenus des travailleurs.

Sortir les jeunes de la loi du marché : Services publics et gratuité

Nous voulons sortir de la loi du marché tous les droits fondamentaux qui sont inaliénables : la santé, l'éducation, le logement les transports, l'énergie... et oeuvrer à l'extension maximale de la sphère publique. La gratuité est une solution pour certains d'entre eux. En effet, la gratuité permet de sortir des échanges marchands et

de financer ces droits par la solidarité nationale : de chacun selon ses moyens et à chacun selon ses besoins. Dans cette démarche, les services publics, avec intervention citoyenne, peuvent permettre de casser la loi du marché, en fournissant des biens nécessaires à tous et en cassant le jeu de l'offre et de la demande.

Droits à l'emploi : vers une sécurité d'emploi ou de formation

Organisons un système novateur éradiquant le chômage et la précarité. Allons vers un système qui permet d'alterner des emplois stables et correctement rémunérés avec si besoin des formations permettant d'accéder à d'autres emplois choisis tout au long de la vie. Il nous faut aussi remplacer la conception du travail, comme une contrainte subordonnée au capitalisme, par la la conception du travail comme élément émancipateur, c'est à dire : travail pour soi, avec les autres et pour les autres. En cas de délocalisation ou de restructuration, nous exigeons la réappropriation démocratiques des moyens de production. La précarité doit être transformée en stabilité, les contrats d'apprentissage, d'alternance ou de qualification doivent donner une rémunération au moins égale au Smic, lui-même revalorisé à plus de 1 500 € net...

Droits au logement

Créons un Service public de l'Habitat qui assurerait le respect de la loi SRU et impulserait la construction de nouveaux logements dans toutes les villes de France en respectant l'environnement, et en développant l'urbanisme et la politique de la ville. 30 % de ces logements doivent être réservés aux jeunes...

Droits à la santé

Créons une Sécurité Sociale Universelle, avec une prise en charge de la gratuité de la globalité des frais de santé, y compris les frais médicaux et les médicaments. Dans les cadre d'un service public, donnons l'accès à la santé en proposant la gratuité, en favorisant la création de lieux d'écoute, de consultation, de médecine préventive, de délivrance gratuite de moyens de contraception dans tous les lieux de vie des jeunes...

Droits aux transports

Imposons ensemble la gratuité des transports pour tous, et le développement des infrastructures et des dessertes, ceci dans le cadre d'une maîtrise publique étendue à tous les réseaux européens.

Droits aux loisirs, à la culture

Tendons demain partout à une gratuité pour tous les événements culturels et sportifs. Poussons au renouveau de la création avec des lieux de cultures par et pour les jeunes en milieu urbain et rural...

Reprendre ce qui nous a été volé et conquérir de nouveaux droits

Tous ces droits, avec une réorientation de l'argent, sont à notre portée. Mais nous devons aller plus loin. Cherchons les moyens là où ils se trouvent : la bourse, les grandes fortunes, les actions, les transactions financières... Nous exigeons la taxation et la réappropriation de ces masses monétaires au profit du peuple. Le financement est un point central pour tendre vers de nouveaux droits, vers une Sécurité d'emploi ou de formation et une éradication du chômage. En 2006, les entreprises du Cac 40 feront plus de 100 milliards d'euros de bénéfices. L'argent des richesses produites par le salariat s'évapore vers les banques des paradis fiscaux. Les exonérations de cotisations sociales patronales depuis 20 ans soulignent le désengagement de l'Etat à mener des financements de politiques de l'emploi efficaces. Les profits sont injectés dans des placements spéculatifs, ce qui tire les salaires vers le bas. La quête du moindre coût salarial, les marges financières annuelles de 15 % des actionnaires provoquent des délocalisations en cascade, la mort des outils industriels de notre pays.

Nous proposons un renouveau des services publics, la création d'entreprises d'un nouveau type et de nouveaux secteurs publics avec une logique prioritaire : le critère d'efficacité sociale. Ils répondraient aux besoins et envies des femmes et des hommes qui souffrent et résistent. Dans cette optique, des fonds régionaux et nationaux seront créés. De même, un pôle financier public sera formé autour de la Caisse des dépôts, de la Caisse d'épargne, de banques nationalisées...

Un renouveau démocratique et participatif

De nouvelles politiques feront reculer la dépendance de l'entreprise vis-à-vis du marché financier opulent. La BCE doit réorienter ses missions sous le contrôle des parlements nationaux et européen, la création monétaire doit servir à la création d'emplois stables en Europe et dans le monde par une politique de taux d'intérêt pénalisant les opérations financières. Une réorganisation de l'impôt, une révolution fiscale permettront la pénalisation des placements financiers et de la spéculation et encourageront les projets créateurs d'emploi.

Nous exigeons l'expansion du pouvoir des comités d'entreprise afin d'accroître l'appropriation par les travailleurs des moyens de production et de construire une nouvelle démocratie sociale

Le fil rouge progressiste de la transformation du rapport des individus à l'emploi et du changement de société sera le partage de nouveaux pouvoirs des citoyens dans



la cité et des salariés dans les entreprises. Une nouvelle République démocratique et participative réinterrogée en permanence avec des monopoles publics renforcés et développés sur tout le territoire est possible.

Nous ne voulons plus de la misère, de la pauvreté, de la précarité qui désagrègent notre société, norment nos vies. Lorsqu'ils sont unis dans leur quartier, leur village, leur bahut, leur fac, les jeunes affirment qu'ils n'en peuvent plus, qu'ils sont capables d'être force de résistance et de propositions. Les moyens du changement existent. Gagnons une nouvelle solidarité, de nouveaux droits, luttons et dépassons le capitalisme !